



## **Lettre ouverte aux candidat(e)s à l'élection présidentielle 2012**

Montreuil, le 7 février 2012

Mesdames, Messieurs,

Vous postulez à la législature suprême et à ce titre, vous êtes interrogés par diverses professions quant à vos projets à leur égard. Si le syndicat des Douanes CGT ne dérogera pas à la tradition, c'est que lors de la précédente campagne présidentielle, les agents des douanes furent placés à plusieurs reprises, bien malgré eux, au cœur des débats.

En 2007, il s'agissait de remplacer des emplois de douaniers, dont l'inutilité semblait une évidence pour tous, contre des postes d'infirmières dont l'utilité n'était plus à démontrer à personne. Que la ficelle était grosse et les caricatures faciles, mais chacun sait que la démagogie ne connaît pas de frontière politique.

En effet, ce plaidoyer sévère contre le service public douanier, qui serait devenu inutile et obsolète dans ce monde globalisé, était repris par de nombreux procureurs et de toutes couleurs politiques.

Mais peut-on attendre autre chose dans une société où il faut faire le « buzz » afin que le « bon mot », la phrase choc, soient repris en boucle par une majorité de médias dont la recherche de l'information objective n'est plus depuis longtemps la priorité ?

Cependant, cette campagne de destruction massive des douanes françaises a laissé des traces indélébiles dans la profession. Cela est d'autant plus vrai lorsque l'actualité dirige les projecteurs sur des saisies records de produits stupéfiants ou de contrefaçons diverses, la lutte des trafics illicites en tout genre et que sont vantés alors les mérites d'un corps de l'État voué habituellement au pilori.

Doit-on vous rappeler, mesdames et messieurs les candidats, vos appels au secours de nos services lorsqu'une grave crise sanitaire se déclare ? Comment exiger que les pompiers économiques que nous sommes éteignent les incendies de ces crises quand on leur supprime leurs effectifs, casernes et camions-pompes ?

Aujourd'hui, sous l'effet de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), c'est en équivalent temps plein travaillé (ETPT) un emploi de douanier qui disparaît chaque jour, soit une direction régionale des Douanes qui ferme chaque année. Depuis près de vingt ans maintenant, de réformes en restructurations, notre administration fiscale et économique est ébranlée dans ses fondements régaliens. Des missions sont abandonnées, de nombreux contrôles ne sont plus assurés faute d'effectifs et de moyens suffisants. Ceci a fait émerger de véritables déserts douaniers qui ont permis l'existence de zones de non-droit fiscal et la mise en place d'une économie souterraine qui gangrène notre pays.

Il ne s'agit pas là des effets du hasard, mais le résultat de choix délibérés, de politiques dédiées aux marchés financiers, avec une mondialisation « heureuse » parée de toutes les vertus et présentée comme le seul avenir possible pour l'humanité.

Or, la donne a changé et la crise systémique que nous traversons n'y est pas étrangère. De droite à gauche, des débats surgissent. Ils sont multiples et il est fait feu de tout bois : politique industrielle, régulation, protection et protectionnisme, sécurité économique, combat contre la dictature des marchés financiers, contrôle et intervention des services de l'État, lutte contre la délinquance en col blanc...

Ce vocabulaire semblait disparu à jamais, comme submergé par le tsunami libéral qui compte, lui aussi, des millions de victimes à son actif. Ceux qui osaient, par malheur, prononcer ces mots étaient taxés de ringards, de nationalistes, d'intégristes de l'interventionnisme d'État, d'idiots, d'irresponsables...

Notre syndicat était de ceux-là car il a toujours eu la « faiblesse » de penser et de déclarer que la douane est un service public d'utilité sociale et économique. À ce propos, il est intéressant que soient mises sur la table des thématiques telles que les taxes, les droits de douane, les contingentements, les quotas ou les barrières douanières.

Il ne s'agit pas de construire une ligne Maginot économique et fiscale mais plus sérieusement de doter notre pays d'outils suffisamment efficaces et performants pour dissuader les exploiters et profiteurs de tout poil de poursuivre leur course effrénée aux profits. Ces dispositions doivent revêtir un caractère social et environnemental pour permettre de répondre essentiellement aux besoins du plus grand nombre.

Elles doivent être ambitieuses afin d'établir enfin des échanges mutuellement justes entre les pays du Sud et du Nord. N'est-ce pas là aussi un beau projet ?

Notre organisation se félicite que ce débat ait enfin lieu, qu'il trouve une véritable place parmi les multiples sujets qui sont pour beaucoup d'entre eux des écrans de fumée, qui étouffent et asphyxient les populations et derrière lesquels se cachent les puissants et faiseurs de crises.

Cependant, il y a loin de la coupe aux lèvres car les réponses à ces questions exigent de relever le niveau des débats actuels et suppose un sursaut salutaire qui réclame du courage et de l'ambition. Redonner de l'espoir, construire la France, l'Europe et le Monde de demain sont à ce prix.

Dans cette période difficile, grave et contrastée, où les marchés financiers font et défont les gouvernements pour « rassurer » les actionnaires, le service public en général et la Douane en particulier, ont plus que jamais leur rôle à jouer pour plus de justice sociale, pour redonner du sens à l'idéal européen, celui des Peuples, pas des marchands du temple.

Rôle crucial à jouer, nous le pensons avec force et conviction, notamment dans sa mission fiscale puisque la Douane perçoit chaque année 13 % des recettes de l'État et assure, comme ses homologues européens, la collecte de l'impôt nécessaire au financement du budget communautaire.

En ce sens, les services douaniers doivent rester, dans leur totalité (branches Opérations Commerciales et Surveillance confondues), au sein du même ministère, celui du budget et des comptes publics. En effet, la mission première de la Douane consiste à contrôler la loyauté des échanges et le respect des normes. Pour ce faire, elle a pour prérogative de pouvoir contrôler les marchandises, les moyens de transport et les personnes. Cette mission essentielle s'exerce dans le cadre des flux internationaux, communautaires, transnationaux et nationaux.

C'est à cette occasion qu'elle est habilitée à faire respecter de nombreuses législations qui portent tant sur la santé, l'environnement, les espèces animales et végétales, que sur le patrimoine, les réserves halieutiques, la consommation...

C'est pourquoi, nous considérons que la Douane doit être confirmée et confortée dans ses

missions d'intérêt économique, fiscal et de protection. Elle doit impérativement, à notre sens, demeurer une administration aux missions d'intérêt général et être, en conséquence, au service de la société dans son ensemble et non au service exclusif de quelques entreprises pour lesquelles les procédures sont taillées sur mesure et les contrôles exclus au nom de la sacro-sainte compétitivité et de la concurrence libre et non faussée. Le contre-exemple des délocalisations est révélateur de ce que ces conceptions libérales ont fait subir aux peuples et aux salariés concernés. Ces derniers sont systématiquement les grands perdants de ce marché de dupes.

Aussi, il revient aux candidats que vous êtes de vous prononcer clairement quant à la conception qui est la vôtre de l'exercice des missions de la Douane pour aujourd'hui et demain. Quoiqu'il en soit, et en fonction de vos réponses à la question ci-dessus, nous vous demandons de vous positionner sur la politique des effectifs et des moyens que vous mettriez en oeuvre dans le cas où vous seriez élus.

Les personnels que nous représentons, et qui nous font confiance majoritairement puisqu'ils viennent de conforter notre première place lors des dernières élections professionnelles d'octobre 2011, souhaitent également connaître votre opinion en ce qui concerne la Performance, érigée en dogme ces dernières années. Celle-ci occasionne une course folle aux résultats immédiats, une concurrence entre services au détriment de l'efficacité et de l'intérêt général en matière de lutte contre la fraude et les trafics illicites.

Cette situation entraîne un malaise et un mal-être chez les agents et certains d'entre eux ont mis fin à leurs jours. Ces suicides, qui traduisent une souffrance au travail sans précédent, sont en augmentation constante en Douane comme dans d'autres administrations du Ministère de l'Economie, des Finances et du développement durable.

Des questions essentielles pour notre avenir vous sont posées par le SNAD-CGT :

- Mettriez vous fin à la RGPP ?
- Comment garantir l'accomplissement de nos multiples missions avec l'effectif actuel ?
- A combien évaluez vous l'effectif minimal de la DGDDI ?
- Nous garantissez vous la pérennité de la structure actuelle de la douane avec ses deux entités que sont la Surveillance et les Opérations Commerciales ?
- Pouvez vous nous garantir l'avenir du réseau des contributions indirectes dans un futur proche ? Idem pour le réseau du renseignement douanier ?
- Accepteriez vous de titulariser les emplois précaires douaniers ?
- Face à cette mondialisation effrénée êtes-vous partisan d'un protectionnisme social et environnemental afin de pousser les gouvernements des pays du Sud à respecter les droits sociaux des travailleurs tout en produisant écologiquement ?
- Votre programme prévoit il de ne plus inonder les marchés des pays du Sud de nos produits subventionnés, provoquant des désastres agricoles sans précédent dans ces régions ?
- Vous engagez-vous à reconstruire un système de retraite basé sur la solidarité intergénérationnelle permettant un départ avec une pension complète à 55 ans pour les travailleurs exerçant une activité pénible et à 60 ans pour les autres ?

Pour clore cette adresse, nous vous informons, Mesdames et Messieurs les candidats, que vos réponses, en espérant qu'elles soient nombreuses, seront publiées auprès de nos collègues dans leur intégralité et sans commentaire de notre part. Nous précisons également que nous sommes à la disposition de vos équipes et de vous-mêmes afin de débattre de ces sujets.

Dans l'attente, veuillez recevoir, Mesdames et Messieurs les candidats, nos sincères salutations.

Pour le SNAD CGT, le secrétaire national  
Sébastien GEHAN